



INSTITUT CANADIEN POUR LA SÉCURITÉ DES PATIENTS

La résistance aux antimicrobiens : un grave problème de santé publique et de sécurité des patients

Mémoire au Comité de la santé de la Chambre des communes (HESA)
Chris Power, directrice générale, Institut canadien pour la sécurité des patients (ICSP)

Le 15 mai 2017

La résistance aux antimicrobiens : un grave problème de santé publique et de sécurité des patients

Introduction

Les patients ne devraient jamais avoir à s'inquiéter du risque de contracter une infection dans un hôpital, et ceux à qui cela arrive ne devraient jamais avoir à s'inquiéter du fait que le traitement puisse se révéler inefficace.

La résistance aux médicaments antimicrobiens se manifeste dans toutes les parties du globe, pour un vaste éventail de microorganismes, et avec une prévalence croissante qui constitue une menace pour la santé publique et la sécurité des patients. Au Canada, les infections nosocomiales (d'origine hospitalière) sont en hausse et le taux de résistance aux antimicrobiens (RAM) continue d'être supérieur à ce qu'il était au début des années 2000, ce qui expose plus de Canadiens à des risques d'incident de sécurité des patients évitables.

Chaque année, 220 000 patients canadiens (environ un sur neuf) contractent une infection nosocomiale au cours d'un séjour à l'hôpital, et parmi eux, environ 8 000 en meurent. D'autre part, on estime le coût des traitements de ces infections à plus de 100 millions de dollars par année.

Pourquoi la RAM constitue-t-elle un enjeu critique pour la sécurité des patients?

Les conséquences directes des maladies nosocomiales liées à des organismes résistants constituent un enjeu critique pour la sécurité des patients, car les infections liées à la RAM peuvent prolonger la maladie, prolonger le séjour en hôpital et entraîner des complications médicales, ainsi que des taux de mortalité plus élevés.

Les conséquences indirectes de la RAM, cependant, vont plus loin que des risques accrus pour la santé et peuvent avoir de nombreuses conséquences aux implications multiples, notamment un accroissement des coûts du système de soins de santé, des contraintes pour les ressources des hôpitaux, des temps d'attente prolongés et des risques pour la santé d'autres patients, des visiteurs et des familles.

Que fait le Canada pour lutter contre la RAM?

En octobre 2014, le gouvernement du Canada a publié *Résistance aux antimicrobiens et utilisation de ces derniers au Canada : un cadre d'action fédéral*. Ce cadre décrit une approche fédérale coordonnée et concertée pour intervenir contre la menace de la RAM.

Bien que beaucoup de travail ait été accompli dans le cadre de ce Plan d'action, notamment en matière de contributions de l'Institut canadien pour la sécurité des patients (ICSP), de l'Agence de la santé publique du Canada, de SoinsSantéCAN, de Prévention et contrôle des infections Canada et d'autres organismes nationaux, le Canada n'a accompli que de lents progrès dans la réduction des risques de RAM. De plus, la coordination avec les gouvernements provinciaux et territoriaux n'est pas uniforme.

Que fait l'ICSP pour relever les défis liés à la RAM?

L'ICSP collabore avec les gouvernements, les organismes de santé, les décideurs, les fournisseurs de soins de santé, les patients et le public pour stimuler des améliorations hors du commun de la sécurité des patients et de la qualité des soins. Les principaux rôles de l'ICSP sont ceux de collaborateur, de partenaire, de courtier des connaissances et d'éducateur. Par ses campagnes de sensibilisation, ses initiatives d'amélioration de la qualité et ses activités de renforcement des capacités, l'ICSP diffuse de l'information et appuie la mise en œuvre de pratiques exemplaires dans toutes les provinces et les territoires du pays, contribuant ainsi à l'expertise en sécurité des patients et aux activités nationales en matière de RAM.

Parmi les efforts récents de l'ICSP en matière de prévention et de contrôles des infections liées à la RAM :

- Groupe de travail d'experts en prévention et en contrôle des infections : l'ICSP y contribue en offrant ses conseils sur l'établissement de mesures de prévention et de contrôle des infections qui aident les organismes de santé en complément des efforts de santé publique des gouvernements provinciaux/territoriaux.

- Le Comité directeur de Gérance des antimicrobiens Canada (GAM) travaille à l'établissement d'un plan d'action canadien multisectoriel sur la GAM incluant les hôpitaux, les centres de soins de longue durée et les lieux de soins en milieu communautaire.
- Groupe de travail sur la prévention et le contrôle des infections par des organismes RAM : en sa qualité de membre actif, l'ICSP travaille à l'établissement du cadre pancanadien et du plan d'action selon les orientations d'un comité directeur F/P/T.
- Journée ARRÊT! Nettoyez-vous les mains : une journée nationale de sensibilisation visant les fournisseurs de soins et le public et soulignant l'importance d'une bonne hygiène des mains, méthode éprouvée de prévention des infections.

Prochaines étapes

Toute infection évitée ne nécessite pas de traitement. La prévention des infections peut être rentable et mise en œuvre dans tous les lieux et secteurs, même lorsque les ressources sont limitées. L'ICSP, en collaboration avec ses partenaires, a fait des « données fiables » l'une de ses principales priorités dans la lutte contre les infections.

Il est essentiel de renforcer la surveillance de la RAM, car cela est indispensable à l'établissement de stratégies, au suivi de l'efficacité des interventions et à la détection des nouvelles tendances et menaces (OMS, 2014¹). Le Canada dispose de multiples systèmes de surveillances, relevant des différents ordres de gouvernement, visant à recueillir des données sur les infections en différents lieux, tels que les hôpitaux et les centres de soins de longue durée. Cependant, selon le consensus entre les parties intéressées établi dans le cadre du Plan d'action pour la prévention et le contrôle des infections² de l'ICSP, ces systèmes gagneraient à être mieux intégrés et coordonnés afin de combler les lacunes existant actuellement dans l'évaluation de la RAM et de la GAM.

Recommandations

L'ICSP croit qu'une meilleure compréhension des défis posés par les données et les sources de données actuelles est nécessaire en vue d'établir une approche pancanadienne de lutte contre la RAM. Une méthodologie uniforme d'établissement de la GAM et un répertoire central pancanadien de collecte et d'analyse des infections sont en cela essentiels. Ils sont également essentiels à une bonne évaluation de l'incidence de la GAM et de la résistance aux antimicrobiens afin de produire des données qui soient comparables pour tous les secteurs/provinces/territoires. Ces données pourront alors être utilisées pour mieux cibler les efforts en matière de ressources et d'amélioration, tant au niveau systémique que local.

Pour que cet objectif devienne une réalité, plusieurs étapes seront nécessaires :

1. Établissement d'un ensemble pancanadien de définitions normalisées pour les infections nosocomiales. À l'heure actuelle, la collecte de données par les différents organismes n'est pas uniforme.
2. L'adoption et l'application généralisées de ces définitions dans tout le pays. À l'heure actuelle, il n'y a, entre les différentes provinces et les différents territoires, ou même dans certaines provinces, aucune uniformité dans l'approche adoptée pour définir et mesurer les infections.
3. Une fois que sera uniformisée, dans tout le système de santé canadien, la façon dont les infections sont définies, la prochaine étape consistera à établir un répertoire pancanadien de collecte, d'analyse et de production de rapports sur les infections nosocomiales.

La mise en œuvre de ces mesures, pour être réussie, nécessitera un engagement du gouvernement fédéral afin d'obtenir l'adhésion des provinces.

¹ <http://www.who.int/antimicrobial-resistance/publications/surveillancereport/en/> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

² <http://www.patientsafetyinstitute.ca/fr/about/PatientSafetyForwardWith4/Documents/Plan%20d%e2%80%99action%20pour%20la%20pr%e2%80%99vention%20et%20le%20contr%e2%80%99%20des%20infections%2028PCI%29.pdf> IPAC%29%20Action%20Plan.pdf.

Au sujet de l'Institut canadien pour la sécurité des patients (ICSP)

L'Institut canadien pour la sécurité des patients a été créé à la suite d'un cri de ralliement lancé par des personnes dévouées travaillant dans le système de santé qui ne supportaient plus qu'un patient puisse être victime d'un préjudice. En 2003, Santé Canada a officiellement annoncé la création et le financement de l'Institut canadien pour la sécurité des patients qui a le mandat d'assurer le leadership national en matière de développement d'outils et de ressources fondés sur des données probantes afin d'éduquer et d'inspirer des soins plus sécuritaires.

L'Institut canadien pour la sécurité des patients est le seul organisme national uniquement consacré à la réduction des préjudices évitables et à l'amélioration de la sécurité des soins de santé.

Il accomplit cela en axant son action sur :

LA PRÉVENTION

Nous renforçons les capacités et la sensibilisation en éduquant les fournisseurs de soins de santé, les décideurs et les patients afin de garantir des soins sécuritaires au Canada.

L'INTERVENTION

Nous fournissons des outils pour examiner les erreurs et les divulguer aux patients, aux familles et au public d'une façon qui favorise la confiance et la responsabilité.

L'ÉDUCATION

Nous partageons gratuitement l'information et nos recommandations afin de garantir que les fournisseurs de soins de santé, les décideurs et les patients apprennent des préjudices passés et sachent comment les prévenir.

Mais beaucoup de travail reste encore à faire! Aujourd'hui, au Canada, une personne décède toutes les 17 minutes à l'hôpital des suites d'un événement indésirable. Cela fait 31 000 personnes par an. Nous savons aussi qu'une visite à l'hôpital sur dix-huit aboutit à un préjudice évitable, voir même à un décès. Ce n'est pas mieux dans la collectivité : jusqu'à 13 % des personnes recevant des soins à domicile subissent un événement indésirable préjudiciable tel qu'une chute ou une erreur de médication. Un tel taux de préjudice est tout simplement inacceptable.

Nous devons continuer à collaborer avec les patients, les fournisseurs et les décideurs à **éviter** que de tels événements ne se produisent.

En leur qualité de décideurs, les administrateurs de soins de santé et les élus doivent prendre des décisions difficiles lorsqu'il s'agit de savoir où investir l'argent. Nous savons que le travail de l'Institut canadien pour la sécurité des patients est nécessaire pour éviter que des préjudices ne se produisent, intervenir en cas de préjudice et apprendre des préjudices afin qu'ils ne se reproduisent plus. Les Canadiens ne méritent rien de moins!

Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services offerts par l'Institut canadien pour la sécurité des patients, vous pouvez visiter <http://www.patientsafetyinstitute.ca/fr/pages/default.aspx>. Suivez-nous sur Twitter : [@PatientSafety](https://twitter.com/PatientSafety) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].